



ARRETE N° ARI_2026_7

Direction Générale des Services

Réf. : AZ/CR/JLF/MR

Nomenclature : 6.1.1

**PORTANT AUTORISATION D'ORGANISER UNE LOTERIE
ACCORDEE A L'ASSOCIATION A.P.E.L. SAINTE MARIE LE SAMEDI
10 JANVIER 2026**

Le Maire de la commune de BOLLENE (Vaucluse),

Vu les articles L322-3 et suivants du Code de la sécurité intérieure,

Vu la loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures,

Vu le décret n° 2015-317 du 19 mars 2015 relatif à l'autorité autorisant les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance, à l'encouragement des arts ou au financement d'activités sportives à but non lucratif,

Vu la circulaire ministérielle du 30 octobre 2012 relative aux dispositions législatives et réglementaires régissant les loteries et lotos traditionnels,

Vu l'instruction ministérielle du 15 avril 2016 sur les conditions d'intervention et le rôle des services de la Direction Générale des Finances Publiques (D.G.F.I.P.) dans le contrôle de l'organisation de loteries et tombolas,

Vu la demande formulée par l'association « A.P.E.L. SAINTE MARIE », dont le siège social est fixé 15, boulevard Victor Hugo à Bollène (84500), représentée par sa Présidente madame Vanessa VICENTE à l'effet d'obtenir l'autorisation d'organiser une loterie au capital d'émission de quatre cents (400) euros, le samedi 10 janvier 2026,

Considérant que les bénéfices de la loterie serviront à programmer des animations pédagogiques,



ARRETE N° ARI_2026_7

ARRÊTE

ARTICLE 1 – L'association « A.P.E.L. SAINTE MARIE », représentée par sa Présidente madame Vanessa VICENTE, domiciliée au 15, boulevard Victor Hugo à Bollène (84500), est autorisée à organiser une loterie au capital de 400 euros, soit 200 billets à 2 euros l'un.

Les bénéfices de la loterie serviront à programmer des animations et sorties scolaires.

ARTICLE 2 – Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article ci-dessus, sous la seule déduction d'éventuels frais d'organisation et d'achat des lots dont le montant global ne devra pas dépasser 15 % du capital d'émission, soit 60 euros.

ARTICLE 3 – Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

ARTICLE 4 – Les lots seront composés de divers produits, à l'exclusion d'espèces, de valeurs, titres ou bons remboursables en espèces.

ARTICLE 5 – Les billets pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus dans le Vaucluse. Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra, en aucun cas, être majoré. Ils ne pourront être vendus comme prime à la vente d'aucune marchandise.

ARTICLE 6 – Les billets devront mentionner :

- la date et le lieu précis du tirage,
- le prix du billet,
- le nombre de lots et leur désignation,
- l'association à laquelle seront reversés les bénéfices.

ARTICLE 7 – Le tirage aura lieu en une seule fois et en public le samedi 10 janvier 2026 à la salle des fêtes communale Centre Georges Brassens. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé.

ARTICLE 8 – L'inobservation de l'une des conditions ci-dessus imposées entraînera, de plein droit, le retrait de l'autorisation, sans préjudice des sanctions correctionnelles prévues par le Code pénal, pour le cas où les fonds n'auraient pas reçu la destination indiquée à l'article 1^{er} du présent arrêté.



ARRETE N° ARI_2026_7

ARTICLE 9 – Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la présente décision,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – Madame la Directrice Générale des Services, le Chef de Service de la Police Municipale, le Directeur départemental des finances publiques et le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont un exemplaire sera également adressé au demandeur.

Bollène, le 09.01.26



Anthony ZILIO

Maire de Bollène

Reçu en Préfecture le :

Affiché le : mis en ligne le 9 janvier 2026

Notifié le :

Exécutoire le :

